L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

JOURNAL QUOTIDIEN..... $10
DO TROIS FOIS PAR SEMAINE..... $6 } payable d'avance

PAR BULLITT, MAGNE & Cie
No. 81, RUE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 23 MARS 1843.

POUR PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS:

HENRY CLAY.

Le juge BUCHANAN a rendu une décision d'une haute importance pour les capitaines de port; en voici la conclusion :

"Les capitaines du port ont le droit de conserver leur poste, tant qu'ils n'en sont pas etc privés de l'une des manières régies par la constitution, savoir : par une décision du Sénat, siégeant comme cour d'accusation, ou bien par un ordre de l'Exécutif, agissant sur une requête des deux tiers des membres de la Législature."

Les deux Chambres de la Législature se sont ajournées hier immédiatement après leur réunion, en apprenant la mort de l'honorable J. B. BICKHAM, représentant de la paroisse Washington. M. Bickham a succombé à une maladie de quatre jours.

CONSEIL DE VILLE.—A une séance du Conseil de Ville de la première Municipalité, tenue extraordinairement hier soir, les juges et inspecteurs d'élection pour les élections qui doivent avoir lieu le premier lundi d'avril ont été nommés. En cas de refus de la part des inspecteurs ou greffiers, le Maire a été autorisé à pourvoir à la vacance.

Une résolution du Conseil de la première Municipalité, adoptée hier soir, enjoint la destruction de $12,000 de bons municipaux.

THÉATRE D'ORLÉANS — Demain soir la *Favorite* et *les Mémoires du Diable*. Annoncer un joreil spectacle, c'est le recommander.

Nomination par le Président.— GREENBERRY DORSEY, receveur des deniers publics pour le district des terres à la Nouvelle-Orléans [Louisiane].

MINES D'OR.—Des mines d'or qui paraissent devoir être fort abondantes sont chaque jour découvertes au centre de la Caroline du Nord.

MARYLAND.—La Législature de Maryland a clos sa session le 10 courant, sans avoir élu un sénateur au Congrès et sans avoir adopté un bill pour la division de l'Etat en districts congressionnels; mais elle a adopté un bill d'une haute importance et qui doit contribuer à alléger considérablement la dette publique. Ce bill ordonne la vente de l'intérêt que possède l'Etat dans différens chemins de fer. Si cette opération réussit, elle permettra d'éteindre les quatre cinquièmes de la dette.

MASSACHUSSETTS.— Les locofocos de cet Etat tiennent réunion pour discuter les mérites respectifs de John C. Calhoun et de Martin Van Buren, ainsi que leurs droits à la candidature présidentielle. Aucun chaux n'a encore été fait entre les deux rivaux.

PHILADELPHIE.—Le nouveau collecteur de la Douane de Philadelphie a déjà reçu douze cents demandes d'emploi. *Le chiffre est assez respectable.*

NEW-YORK.— Vers le milieu de ce mois il est tombé à Jackson [Mississipi] trois ou quatre pouces de neige ; nous ne citerons pas les seuls à nous *plaindre de la température.*

Le *National Intelligencer* annonce la prochaine apparition à Paris d'un journal qui sera d'un haut intérêt. Ce journal, qui sera publié en français sous le patronage de HENRY WHEATON, notre ministre à la cour de Prusse, et du Dr BOWRING, de Londres, est destiné à plaider la cause de la philanthropie et de la concorde internationale. Il travaillera à maintenir la bonne harmonie entre les Etats-Unis, l'Angleterre et la France. Il défendra sur le continent européen les intérêts de deux premières puissances, et ne négligera pas ceux du pays où il se publie. Ce journal sera fondé à Paris d'une souscription de 600,000 francs, divisée en actions de 1,000 francs qui seront partagées entre les trois pays.

EUROPE.

Le *Great-Western* est arrivé à New-York le 12 courant vers une heure. Ce navire était parti de Bristol le 11 février, avait relaché à Madère, puis avait quitté cette île le 20 du même mois pour se rendre à New-York. Son voyage a donc été de 28 jours. Les nouvelles dont qu'il a rencontrés expliquent la longueur de sa traversée. Dès les premiers jours, il a été assailli par des vents contraires, et ce n'est que le 10 de ce mois, c'est-à-dire presque au moment d'arriver, qu'il a eu des vents d'Est. Le *Great-Western* a parcouru une distance de 4,700 milles avec une dépense de 660 tonneaux de charbon; pendant 20 jours consécutifs ses machines ont fonctionné sans prendre un instant de repos. Bien peu de navires seraient en état de supporter aussi heureusement une pareille épreuve.

Les nouvelles que nous devons au *Great-Western* ne sont pas sans importance. l'Angleterre se préoccupe vivement et du droit de visite et du traité Ashburton, ces deux questions, qui forment incessamment le thème des discussions de la presse, ont dû se présenter d'une manière tout-à-fait formelle au Parlement le 23 du mois dernier, sur une motion de lord Palmerston. Alors elles seront discutées à fond. Les orateurs cependant pèseront en attendant partie. En France la partie a été jouée; mais elle ne semble bien décisive pour personne. Le ministère Guizot reste au pouvoir, mais avec des engagements qui, pour ne pas être très formellement exprimés, n'en sont pas moins impératifs. Il lui faudra négocier, aussitôt que possible l'abrogation des conventions de 1831 et 1833. Il reste, mais il ne triomphe pas. Il est condamné à travailler dans un sens opposé à ses opinions personnelles. Il n'est point renversé, et voilà tout. La situation de l'Espagne n'a pas subi de modifications importantes; les yeux se tournent toujours vers la Catalogne, qui gémit sous le joug de fer que le régent fait peser sur elle. Une insurrection n'y aurait rien d'étrange. Les autres pays n'offrent rien à signaler.

Nous compléterons, du reste, l'aperçu général que nous donnons aujourd'hui par de nombreux extraits des journaux que nous avons reçus; nous donnons aujourd'hui notre correspondance de Paris et de plus une esquisse de la discussion de l'Adresse relativement au droit de visite. Nous avons en réserve, outre nos journaux, un beau travail de la *Revue des Deux-Mondes* sur la [illegible] de l'Espagne, et nous le publierons [illegible].

FRANCE.

Les dernières nouvelles avaient laissé pour nous le ministère Soult-Guizot dans une situation assez critique. Il venait d'éprouver un léger désavantage dans la discussion de l'adresse, à propos de la question de Syrie, et le paragraphe relatif au droit de visite était en discussion. Du vote de ce paragraphe devait, ce semble, dépendre l'existence du ministère : les adversaires et les partisans du droit de visite étaient sur la brèche ; les premiers surtout paraissaient nerveux, ans et décidés à rompre tout ménagement; les seconds se groupaient autour du ministère qui, fort de l'espèce de tolérance qu'il avait obtenue dans la Chambre des Pairs par une raideur jouant assez bien la fermeté, semblait décidé à vaincre ou mourir. Ces dispositions hostiles ont amené une lutte assez vive, assez chaude, assez meurtrière, mais on a fini par s'entendre. L'opposition a fait une concession de temps, et le ministère n'est nommé à ses exigences ; si bien enfin que les choses en sont traversées tout à fait au même point que devant.

On se rappelle que le paragraphe relatif au droit de visite, tout en reconnaissant qu'il fallait exécuter les conventions de 1831 et de 1833, exprimait le vœu que le commerce français fut replacé sous la surveillance du pavillon français, le commentaire suivant du rapporteur de l'adresse fera parfaitement comprendre la portée de la rédaction :

Messieurs, dit-il, dans la discussion générale, plusieurs orateurs ont interpellé la commission sur la question qu'elle entendait donner au § 6. Je vais m'expliquer là-dessus. Depuis vingt cinq ans, les puissances de l'Europe travaillent à la suppression de la traite; la France s'est associée à elle. La commission a voulu que pioclamer de nouveau l'adhésion de la France à cette grande entreprise.

L'opinion publique s'est fortement préoccupée depuis quelque temps des traités de 1831 et 1833. Deps, à la dernière session, la convenance d'obtenir un jour la révision de ces traités avait été exprimée à cette tribune. La commission a pensé qu'il convenait avant tout de déclarer que ces traités existent, et qu'ils doivent être exécutés. Elle n'a pas pensé pouvoir se prononcer sur les questions sur la constitutionnalité de ces conventions. Elle pense qu'ils existent, qu'ils ont été rédigés, qu'il est du devoir de la France de les exécuter. Elle pense qu'une exécution stricte et en même temps loyale, est un devoir, c'est à-dire qu'elle veut non seulement le maintien dans l'exécution des garanties stipulées.

Ce sont ces mêmes inconvéniens qui ne sont manifestés dans l'exercice du droit de visite, la crainte de porter atteinte à la bonne harmonie entre la France et l'Angleterre qui ont déterminé la commission à engager le vœu que désormais notre commerce fut replacé sous la surveillance de notre pavillon.

Nous n'indiquons aucune condition, ni de temps ni de mesure, nous exprimons l'opinion de la chambre. Sait que le gouvernement fasse ou ne fasse pas, quelque grande qu'en obtienne la responsabilité des ministres est réservée devant la chambre; le bien-être de la chambre est réservée aussi. Ce que nous voulons, c'est la manifestation du vœu de la chambre, rien de plus, rien de moins.

Ces explications cependant ne parurent pas d'abord satisfaisantes aux adversaires du droit de visite; ils se plaignirent très fort de l'élasticité de la rédaction; voici ce qu'en disait un de leurs organes :

"Le rapporteur de la commission a supposé le paragraphe relatif au droit de visite. C'est un effet un peu chef-d'œuvre de rédaction diplomatique. Désirez-vous l'ouverture des négociations, la modification des traités de 1831 et 1833, l'abolition du droit de visite? Prenez le paragraphe. Désirez-vous l'exécution des traités, l'épuisement des négociations, le maintien du droit de visite? Prenez encore le paragraphe. Si la commission avait un mandat d'ambiguïté, elle l'a parfaitement rempli."

La discussion à la Chambre des Députés, discussion qui a eu lieu dans les séances des 1er et 2 février, présentait à M. Guizot d'assez grandes difficultés, car il avait derrière lui le désastre qu'il avait prononcé récemment à la Chambre des Pairs et dans lequel il repoussait formellement l'abrogation des conventions : ces conventions, selon lui, devaient, sauf le cas improbable d'une répétition d'abus, suivre leur cours d'exécution jusqu'à l'entière abolition de la traite et de l'esclavage. Devant les députés, le ministre n'est abstenu de placer l'existence des traités sous la protection de la spontanéité aussi lointain. Tout ce qui a été, c'est l'opportunité actuelle de l'ouverture des négociations.

"Qu'est devenue, dit à propos de cette contradiction, M. Guizot au journal de l'opposition, qu'est devenue cette foi jurée, invoquée à la Chambre des Pairs en faveur de la pérennité des conventions? a-t-on simplement changé de prudence. Leur inviolabilité n'est qu'une affaire de circonstance, c'est une religion d'à propos.

M. Guizot n'avait-il pas, à-bas, purgé l'adresse d'une modeste mention du droit de visite? N'avait-il pas énergiquement repoussé un vœu modéré en faveur de la révision des traités? Et, loin de déclarer le paragraphe nul sonnant, il n'est mis à l'amende de la phrase; d'avance il se montre disposé à accueillir tout amendement même qui réservera la liberté et la responsabilité ministérielle. Le sait qu'il avait impo é à l'expression de la Chambre des Pairs, il le retire à la Chambre des Députés!"

Les adversaires ne devaient pas manquer au ministère; le premier, M. Billault, est celui peut-être qui a le mieux discuté la question. Il est entré dans tous les éclaircissemens désirables, a prouvé une foule de documents, et n'a pas laissé sans réponse la moindre objection. La fin de ce discours mérite d'être citée. Après avoir signalé une foule de contradictions dans les paroles de M. Guizot, l'orateur ajoute :

Je ne sais pas ce que M. le Ministre des affaires étrangères peut répondre à cela; mais ce que la France voit qu'on lui parle de négociations graves, sérieuses, lentement engagées, et quand ensuite elle apprend qu'au moment où on lui parlait ainsi, ces négociations étaient tenues pour impossibles, étaient abandonnées, alors, je le dis anciènement, alors la France est inquiète et elle a raison de l'être.

L'année dernière, M. Guizot disait à cette tribune qu'il fallait attendre; il disait que l'opinion publique pouvait changer. Il croit encore en ce moment que l'opinion publique s'arrange. Eh bien, soyez en certains, messieurs, vous le verrez toujours reparaître à cette tribune avec cette pensée, et toujours aussi vous verrez ce ministère les mêmes soupçons, surgir les mêmes embarras. Les abus, la connaissons les avons, le cabinet ne les avoue pas; ces abus s'aggravent encore; et en définitive, messieurs, vous restez en présence de vous, oui, où personne de vous ne veut aller !

Encore un mot, messieurs, et ce sera le dernier. Je ne veux plus vous citer que quelques phrases d'une politique que M. Guizot ne désavouera pas, et qui sont de nature à faire impression sur la chambre. Il y a trois ans on disait comme aujourd'hui : Nous voulons avoir la guerre. Et alors une voix imposante répondait ceci, vraiment bien propre toute votre attention. (M. Guizot paraît écouter fort attentivement l'orateur.) "La France peut être compromise surtout par une politique jouée digne; il y a en France un sentiment soudain, électrique, un peu aveugle peut-être."

M. le Ministre des affaires étrangères, se retournant vers le centre. Ah ! un peu aveugle peut-être, vous le voyez! (On rit!)

M. Billault. Attendez la suite : "Un peu aveugle peut-être; mais puissant et chevaleresque."

A Gauche. Très bien !

M. Billault. Il n'est l'honneur, c'est la grandeur des sociétés démocratiques. Que le gouvernement sache ménager ce sentiment-là. Vous aimez la paix. Prenez-en surtout de la dignité nationale ! Vous l'enfoncerez, messieurs, je continue : "Donnez-lui satisfaction, et sécurité. Si elle doute, si elle s'inquiète, inquiète-vous aussi pour elle (Vive approbation mêlée de rires ironiques sur plusieurs bancs.) C'est d'ailleurs une situation si commode, c'est très si grande force pour un gouvernement que de se mettre en sympathie avec la fierté nationale !

Vous applaudissez. Très bien ! bravo ! [Tous les yeux sont dirigés sur M. Guizot qui demeure immobile à son banc.]

M. Billault. Voici la suite : Que les étrangers vous sachent forts et fermes, et ils accorderont ensuite ce qui est raisonnable. Que s'ils vous soupçonnent petits, irrésolus, enclins à céder..... (Exclamations à gauche. Violent tumulte.) Croyez-vous que votre situation en sera meilleure, croyez-vous qu'ils vous traiteront avec plus d'égards ? Bien loin de là, ils vous presseront, ils se soucieront peu de vous susciter des affaires.

A Gauche. C'est bien cela !

M. Billault. Et la situation deviendra pour vous de jour en jour plus incommode et difficile, et sera de plus en plus impossible de la soutenir !

La Gauche, en masse. Oui ! oui ! c'est bien cela !

M. Billault. C'est vous, monsieur le ministre des affaires étrangères qui disiez cela ici, à cette même tribune, il y a trois ans; et ce que vous disiez il y a trois ans, nous vous le disons encore aujourd'hui ! (Acclamations à gauche et au centre gauche.)

Ce discours avait clos la séance du 1er février; celle du lendemain fut plus vive encore ; un grand nombre d'orateurs y prirent part. L'analyse suivante en donnera une idée assez complète :

Le paragraphe relatif au droit de visite a été voté sans amendement, et le cabinet est déjà, mais la journée est bonne. Debout, après avoir fait amende honorable de ses résistances au vœu national, voilà la position du cabinet. Mais, après qu'un commentaire énergique a chassé du texte une mendiante, après qu'est retabli la valeur de la lettre, voilà pour le paragraphe.

Restons grâce à l'honorable M. Dupin ! Je reine la parole du maréchal Sebastiani s'interpelle encore comme un dernier écho de la doctrine spécifique des conventions, il est vrai, de sa parole vive et mordante, interprète, éclaircir, préciser la vague formule du paragraphe. Il ne s'est pas seulement attaché à substituer au principe du droit de visite le principe français de l'indépendance du pavillon et de la liberté des mers. La bonne justice qu'il a faite ! Justice de tout le monde et de toutes choses, depuis les *extraits paternelles* des auteurs des conventions jusqu'à l'abrogation de ces conventions elles-mêmes. Il a maintenu avec la logique ingénieuse d'*Anglais bien bienfaisans*. Si ces conventions sont-elles légales ! Non, elles ne sont pas ! Non, il ne serait qu'à nous d'avoir en 1831 le traité aujourd'hui. Sont-elles irrévocables ! Non ! elles n'ont même été imposées par l'Angleterre qu'à titre d'expérience. Sont-elles indispensables à l'abolition de la traite ! Non ! attaquées dans les marchés à recéler de l'Afrique et des colonies, dans sa production et dans ses débouchés, la traite serait plus vite extirpée. Ces conventions sont-elles légales ! Non ! elles constituent une exception flagrante à la légalité française. Enfin est-il autorisé d'entamer des négociations ! Non, si les deux nations, également fidèles à un but commun, cherchent de bonne foi les moyens de répression les plus efficaces. De l'orateur a ressorti un de ces mouvemens admirables d'éloquence qui électrise tout entière à ressentir ! — Tout a tour éloquent, épigrammatique, logicien, légiste, il a cité ce qu'il est quelquefois, l'expression du bon sens dans sa familiarité et sa grandeur. Cette fois le bon sens était le sens national. C'est mieux qu'un discours, c'est un acte de bon citoyen.

En un mot, M. Dupin a délivré le paragraphe de l'esprit ministériel que la commission y avait introduit sous prétexte d'explication, et il y a fait franchement rentrer l'esprit de la chambre et du pays.

Après une explication aussi nette, corroborée par le refus de M. Berryer de prendre la parole, M. le président Sauzet pressait le vote, lorsque l'honorable M. Gustave de Beaumont a réclamé une explication préalable du ministère. — C'était urgent. La chambre entière veut il de choses au paragraphe un commentaire significatif; c'était un tour de cabinet à déclarer s'il acceptait à la fois et paragraphe et le commentaire. — L'équivoque n'était plus dans les intentions de la chambre, il restait à la déloger du cabinet. M. Billault prit à lui l'honneur en peu de mots la nécessité; l'honorable M. Odilon Barrot, l'éloquentissant justifiée. Avec quelle vigueur d'expression, avec quelle indignation, haut sur la tête pressé M. Guizot entre le de-sœur de la chambre des pairs et celui de la chambre des députés ! un l'appel pas accusé de l'une ou de l'autre part à une contradiction indigne d'un vote de confiance, convaince de se faire petit afin de se survivre ! M. Berryer s'est joint à ses efforts pour arracher le ministère aux dernières retranchemens du silence et des restrictions mentales, pour l'obliger à accepter le paragraphe, non comme une lettre morte, mais comme une lettre vivifiée par la chambre.

C'est alors qu'on a vu se succéder à la tribune M. Guizot, cependant encore fièrement la liberté et la responsabilité ministérielle, remplissant le rôle de l'infidélité né, et M. Duchâtel, jouant avec modestement le personnage de la concession, répétant ce que *cabinet prenait très au sérieux le vœu national*, et M. le maréchal Soult lui-même..... C'est cet illustre vétéran que M. Guizot a envoyé sur la brèche pour rabattre guérir et capituler avec la chambre. Après avoir mentionné l'éternelle bataille de Toulouse et la victoire de Waterloo, M. le maréchal Soult a déclaré que le cabinet *acceptait pleinement la situation que la chambre lui avait faite*. La garde meurt et ne se rend pas; le cabinet, lui, ne veut pas mourir.

La séance a été encore agitée par les apostrophes de MM. Duchâtel et Dumon, et les réponses de M. Odilon Barrot. La question était déjà décidée. La chambre y a seulement gagné d'apprendre plus clairement que le paragraphe avait été arraché pour sauver le ministère en donnant une satisfaction apparente au vœu du pays. Mais cette amplicative rédaction n'a obtenu qu'un demi-succès. Si le ministère est sauvé, c'est sans avoir réuni à ce gli et sous le paragraphe. La chambre y a placé le pavillon national, et le ministère a dû sinclaner devant l'un pour se cramponner à l'autre.

[*Correspondance particulière de l'Abeille.*]

PARIS, 7 février 1843.

La chambre des députés a tenu l'adresse après de vives discussions, suivant l'usage. Relativement aux affaires de Syrie, M. Berryer a présenté un amendement que la chambre a adopté par 203 voix contre 203. Cet incident serait passé inaperçu, si M. Guizot n'avait cru devoir combattre l'amendement; l'ayant combattu, c'est un échec. Peu de mots suffiront pour faire comprendre la valeur de l'amendement. La commission, paraphrasant le discours de la couronne, "félicitait le gouvernement d'avoir fait obtenir aux populations chrétiennes du Liban une administration selon leurs vœux." M. Berryer a fait substituer à ces derniers mots ceux-ci : "une administration plus régulière." Ni M. Berryer, ni M. Dufaure, ni aucun de ceux qui ont approuvé et soutenu l'amendement n'ont mis en doute l'opinion et l'utilité de l'intervention du gouvernement, aucun d'eux n'a nié l'importance des résultats obtenus seulement ils ont pensé, comme nous, que la rédaction de la commission disait implicitement que les chrétiens du Liban avaient obtenu tout ce qu'ils voulaient, tandis qu'en réalité ils n'ont obtenu qu'une partie de leurs légitimes demandes. Le ministère disait ou semblait dire : Tout ce qu'on pouvait souhaiter d'avoir, on l'a eu. La chambre dit en conséquence de l'amendement : Supposez ce qu'on a fait, ce peut-être était-il impossible d'aller plus loin dans les circonstances actuelles, mais "il ne faut pas se croiser les bras, car tout n'est pas fait." Dans un tel état de choses, la résistance opiniâtre de M. Guizot a eu nécessairement qui n'avait rien d'hostile au cabinet est une maladresse.

Le paragraphe relatif au droit de visite a été voté à la presque unanimité, après avoir été, en quelque sorte, expliqué par le ministère. Ce paragraphe est assez explicite quoiqu'on en ait dit; et sans les commentaires malsains des journaux ministériels, on n'y aurait trouvé à redire. La discussion portant sur le paragraphe de front. La seule chose qui reste à faire et que la commission libérale sera dans de à quelques rares exceptions, c'est l'adresse au Maroc.

La première résolution nomme un comité réunis des deux Chambres pour prendre les arrangemens nécessaires relativement aux funérailles du membre décédé.

La 2me exprime les profonde regrets de la Législature et la vive d'joindre elle éprouve pour les parents et amis du défunt. Elle ordonne aussi que copie de ces résolutions soit transmise à la famille de M. Bickham, et que les membres de la Législature portent un témoignage de leur respect pour sa mémoire, un crêpe pendant trente jours.

Le blanc dans la première résolution est rempli par 2 membres de la part du Sénat. MM. Davidson et Hoa sont nommés de ce comité par le président.

Les résolutions sont ensuite adoptées à l'unanimité et transmises à la Chambre des Représ.

Après quoi, sur motion de M. Davidson, le Sénat s'ajourne pour donner un nouveau témoignage de son affection et de regret à la mémoire du membre décédé.

RAPPORT OFFICIEL
CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

MERCREDI, 22 mars 1843.

La Chambre se réunit conformément à l'ajournement. L'appel nominal constate la présence de 82 membres.

M. Hughes se lève, et s'adressant à la Chambre, exprime ainsi :

C'est avec un profond sentiment de douleur que j'annonce aux membres de cette Chambre le décès de notre collègue, l'honorable James Bickham, représentant de la paroisse de Washington. Sa maladie a été longue et douloureuse, et il a subi, pendant cette épreuve et n'a laissé aucun espoir à ses amis. Les membres connaissent à peine à apprécier de l'absence de leur infortuné collègue, que déjà on leur apprend sa mort ! Il s'égeait parmi nous depuis plusieurs années, et s'était concilié l'estime de tous ses semblables, quand la mort est venue frapper au milieu de sa carrière. Cette mort attient douloureusement les membres de la Chambre qui jouissaient depuis long temps de son amitié, mais le coup porte à sa famille et à ses amis particuliers sera terrible. En présence de cet événement, qui la Chambre me permettra de présenter les résolutions suivantes :

Résolu par le Sénat et la Chambre des Représentans, que les membres des deux Chambres de la Législature ont appris avec une profonde douleur le décès de leur collègue et ami, l'honorable James Bickham, représentant de la paroisse de Washington.

Qu'ils partagent l'affliction que vont éprouver les amis et la famille du défunt à la mort de ses mérites, et qu'ils veulent rendre hommage à sa mémoire, ils porteront un crêpe au bras gauche pendant trente jours.

Résolu, Qu'une copie des présentes résolutions soit transmise à la veuve, aux enfans et aux sœurs parens du défunt.

M. Wadsworth présente une résolution à l'effet de nommer un comité des deux Chambres pour faire les apprêts des funérailles de James Bickham.

M. Ogden amende la résolution de manière à ce que les membres de la Législature soient tenus d'assister en corps au convoi du défunt.

L'Orateur nomme du comité MM. Wadsworth, Bayhos et Ogden.

Le greffier de la Chambre reçoit l'ordre de transmettre au Sénat les susdites résolutions.

Le secrétaire du Sénat se présente à la Chambre, et annonce que le Sénat, après avoir approuvé la nomination d'un comité réuni pour faire les apprêts des funérailles, a nommé de ce comité MM. Davidson et Hoa. Il annonce aussi que le Sénat a concouru aux résolutions de ces bonorables personnes par la Chambre.

Sur motion de M. Philips, la Chambre s'ajourne à demain 10 heures.

COMMERCIAL.

[*Correspondance particulière de l'Abeille.*]

NEW-YORK, le 12 mars 1843.

Notre marché a été très-calme depuis ma dernière lettre. Les ventes de coton sont par jour, terme moyen de 1,000 balles aux prix que je vous ai précédemment cotés, cependant ceux des qualités inférieures ont peut être légèrement fléchi.

La farine est ferme, et $4 50 est le prix actuellement ad. mandé pour celle qui doit arriver de la Nouvelle-Orléans; il n'y en a pas actuellement à flots. Le marché est assez actif sur les observations sont aux meilleures demandes. Les sucres de la Nouvelle-Orléans se vendent librement au moins à 4 1/4 et 5 1/4.

L'argent est très abondant et le sera probablement encore longtemps car on a calculé que $4,000,000 arrivaient aux à Boston d'ici à 30 jours.

Les changes sur la Nouvelle-Orléans, en magasin et à vendre au taux est de 2 à 2 1/4 prime, cependant on aurait volontiers payé 2 1/2 pour 3 mois ; il y avait peu de traites pour votre place. L'Alabama on demande à 1/2 d'escompte sur. Appalachicola 1 1/2, St. Louis 1 1/2, Cincinnati 1 1/2 à 2, sterlings 109 1/4 à 109 3/4, francs 5 40 à 5 45 3/4.

COMMERCIAL ETRANGER.

Les nouvelles commerciales qui nous parviennent aujourd'hui par le *Great Western*, nous annoncent que le plus grand calme règne sur le commerce en général en Angleterre. La marché sur coton est très inactif. Dans les districts manufacturiers, les travaux qui, il y a quelques mois avaient repris avec assez d'activité, sont tous à cet arrêtés par les différentes manœuvres ministérielles, qui ont enlevé l'énergie et les espérances les propriétaires de manufactures. Un montant considérable d'espèces a été exportés aux Etats-Unis, et chaque vaisseau faisant voile pour ce point en emporte tous les jours une certaine quantité. Le chiffre moyen des balles de coton vendues journellement est de 5,000 par jour, mais depuis lors la demande a encore diminué. La ville de Manchester n'est pas en odeur de sainteté à Londres, parce qu'on n'a pas encore reçu les dividendes dus par la République du Mexique, beaucoup de personnes qui se sont engagées dans ces genre d'opérations seront tout à fait ruinées.

LIVERPOOL, le 10 février 1843.

COTON.—Les transactions en coton ont été plus importantes cette semaine, mais les prix n'y se maintiennent pas bien, au contraire ils ont généralement eu en faveur des acheteurs de sorte qu'entre les quantités courantes d'Amérique upl'd. par livre audessous des prix fixés à nos dernières cotes. Le stock de coton d'Amérique est très abondant. Les traites se sont offertes à 3/4 d'escompte, les inscriptions 0,3/8 d'Amérique ont été prises pour la spéculation et 700 pour l'exportation.

Nos cotes de ce jour sont : Upland inférieur 2 7/8, courant 4 5/8, bon 4 3/8, bon et beau 5 7/8, choix 6 7/8. Nouvelle-Orléans inférieur 3 3/4, courant 4 3/8, bon 4 7/8, beau 5 3/8, choix 6 3/8. Mobile inférieur 3 7/8, courant 4 1/8, bon courant 5 1/8, bon 6 1/2.

☞ Nous sommes priés d'annoncer que des listes de souscriptions, en faveur des habitans qu'à épargné le dernier de la Guadeloupe, sont ouvertes à la Bourse St. Louis, à l'Hôtel St. Charles, à l'Arcade de Banks et à la Bourse des Négocians.

97 mars—2

☞ La totalité d'une dame ou d'un gentlemen ne peut avoir lieu sans le Baume de Columbie de Oldridge. Les personnes qui en font usage ne demeurent jamais chauves et font la vue rouge chevelure dans un moment état de propreté, donne aux cheveux un très beau lustre, donne aux cheveux un très beau lustre, donne aux cheveux un très beau lustre